Par e-mail : https://www.lesoir.be/559473/article/2024-01-05/valerie-masson-delmotte-climatologue-le-climat-se-rechauffe-et-ne-se-prepare-pas

Valérie Masson-Delmotte, climatologue : « Le climat se réchauffe et on ne se prépare pas à l'inéluctable »

L'année 2023 a été la plus chaude jamais mesurée. Si 2024 ne bat pas ce record, elle n'en sera pas loin. Pendant ce temps, les sommets mondiaux sur le climat – les COP – avancent trop lentement. Ce serait pourtant tout bénéfice si on accélérait, juge la climatologue française Valérie Masson-Delmotte.

Michel De Muelenaere, Gil Durand 05/01/2024

Les signaux climatiques sont toujours aussi alarmants et la réponse politique toujours aussi lente et faible. La COP28, à Dubaï, a entrouvert la porte de sortie des énergies fossiles. Mais les pays et compagnies pétro-gaziers activent la résistance. De quoi se lamenter de voir les objectifs toujours hors d'atteinte ; ou se réjouir qu'une petite lueur soit allumée… Les bénéfices d'une action plus résolue ne manquent pourtant pas, juge la paléoclimatologue française Valérie Masson-Delmotte.

On est frappé par le fait que, même parmi les experts des questions climatiques, les résultats de la COP28 divisent profondément. Comment l'expliquer ?

Cette COP était vraiment importante, notamment parce qu'elle a vu le premier bilan mondial de l'Accord de Paris sur le climat. Une absence de résultat sur ce sujet aurait sapé toute crédibilité, voire la poursuite même de l'Accord de Paris. Une autre chose importante : désormais, même les pays exportateurs d'énergies fossiles qui, dans le passé, ont le plus freiné l'action climatique admettent le constat scientifique. Lors de l'approbation du rapport du groupe un du Giec de 2013, l'Arabie saoudite avait encore tenté pendant deux heures d'éliminer toute mention des sciences du climat dans le préambule du texte. Ça m'avait marqué à l'époque ; désormais, on voit que le socle scientifique, est reconnu. C'est explicitement mentionné dans le texte de la décision de Dubaï. On retrouve enfin la mention d'un début de sortie de toutes les énergies fossiles et de l'importance de transformations profondes du système énergétique. Probablement que seule la diplomatie d'un pays exportateur d'énergies fossiles et d'un président lui-même PDG d'une entreprise pétrolière mais qui connaît bien les renouvelables, pouvait faire accepter un texte abordant l'ensemble de ces aspects.

Voilà des appréciations positives…

La décision finale souligne la gravité de la situation. On note que l'année 2023 sera la plus chaude, on relève l'intensification des conséquences du changement climatique. A Dubaï, les Etats ont mis en place un fonds pour les « pertes et dommages » attendu, depuis longtemps, par les pays les plus vulnérables. Ce sont des avancées, même si elles sont symboliques. On reconnaît aussi que les promesses mises sur la table par les différents pays sont en large décalage avec les trajectoires qui permettraient de limiter le réchauffement, même sous 2°C.

Il y a eu un accord. La coopération internationale est importante dans un contexte atroce de conflits multiples. Sur le climat, il est important que la Chine et les Etats-Unis s'accordent, que la Russie ne bloque pas. Une large coalition d'Etats s'est prononcée pour la sortie des énergies fossiles. Une absence d'accord à la COP28 aurait sapé les efforts visibles un peu partout pour agir. Ce qui fait

agir, c’est aussi avoir confiance que les autres agissent. De quoi expliquer un certain soulagement qui s’est exprimé.

Mais peu de scientifiques sont ravis…

Il n’y a pas de raison d’être ravi ! La transition énergétique est plutôt vue à l’angle de la technologie, d’une montée en puissance des renouvelables et de l’efficacité énergétique. La question de la sobriété est absente ; sans doute était-ce impossible à porter à Dubaï… Les conclusions comportent des mentions plus ou moins floues à l’abattement des émissions, sans définition, avec des confusions – à mon avis délibérées – entre captage, stockage et élimination du CO2. On parle « d’énergies de transition », d’énergies « bas carbone » sans définition explicite. Il n’y a rien de précis sur les émissions de méthane. Ce sont des faiblesses très nettes.

Et surtout, la plus grande faiblesse, c’est de ne pas avoir d’ordre de grandeur de résultats attendus pour 2030. Il y a, en filigrane, l’idée d’y aller tranquillement. Ça affaiblit cette urgence qui ressort nettement des rapports du Giec. On oublie que la lenteur de l’action actuelle va acter des conséquences inéluctables à plus long terme.

Résultat : les compagnies pétrolières cherchent à éviter l’utilisation de cette décision de manière contraignante. On a assisté à une forme de greenwashing assez atroce de certains qui veulent faire croire que les énergies fossiles seront les vecteurs d’une transition rapide. Cela contribue à saper la confiance qu’on peut avoir dans les COP. Cela peut nourrir une forme de fatalisme et démotiver à agir.

La référence à la limite de 1,5°C de réchauffement subsiste dans les conclusions. Pourquoi ?

C’est la vraie question. Quelque part, on pourrait dire la COP28 acte, puisqu’il n’y a pas d’engagement plus clair et plus fort, qu’on va inéluctablement dépasser 1,5°C à court terme. Dans l’état des connaissances, ce sera au début des années 2030. On est à 1,4°C en 2023. Cette année, on sera tout près de 1,5. Et puis, quand ce sera une année sur deux, on atteindra ce niveau de réchauffement

C’est paradoxal. On acte le maintien de l’objectif, mais on sous-entend qu’on n’y arrivera pas…

Posture politique. Ma lecture est qu’au-delà d’un réchauffement d’1,5°C, toutes les conséquences seront vues à l’angle des pertes et dommages et de la responsabilité historique des émissions. On prépare un cadre juridique pour des recours très lourds.

Les COP ne sont donc pas le lieu où on décide de changements systémiques.

Les COP, c’est le lieu où on exprime le plus petit dénominateur commun acceptable. Elles ne reflètent que ce qui est mis sur la table par les différents pays. S’ils mettent sur la table des efforts faibles, ça reflétera des efforts faibles. Ce qui était acceptable, cette fois, c’est un texte assez clair, même s’il a beaucoup de faiblesses.

Vous dites malgré tout que Dubaï a envoyé un signal. Comment le traduisez-vous ?

Le signal envoyé à l’ensemble de la société, aux citoyens et aux investisseurs est très clair : il faut sortir des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques. On en dépend pour plein de choses.

Nos sociétés sont « addictes » aux énergies fossiles ?

Addict, c’est un bon terme : l’argument qui est souvent donné par les compagnies pétrolières, c’est de dire : « Si je ne vends pas, une autre compagnie prendra ma place. » C’est exactement ce que dirait un dealer de drogue !

Donc, le message ?…

C’est que, oui, il va falloir sortir des énergies fossiles. Je pense que les politiques nationales doivent être plus explicites là-dessus en envoyant le signal que des solutions sont disponibles, qu’on peut construire des emplois, une activité économique, une industrie avec ces solutions, donc avec des enjeux de souveraineté, d’économie, mais aussi d’amélioration de la qualité de l’air et tout le reste. Ça porte sur les mobilités alternatives à la voiture thermique, et puis tout ce qui permet de réduire la dépendance, notamment du chauffage à l’échelle des particuliers, des petites entreprises : la performance des bâtiments, une meilleure utilisation, les pompes à chaleur, les réseaux de chaleur…

Aujourd’hui, ce que je vois, c’est que les investissements au niveau mondial, notamment dans les systèmes électriques, sont majoritairement renouvelables. La Chine, par exemple, a installé plus de photovoltaïques en un an que le reste du monde et ça commence à déplacer des fossiles. Les ventes de voitures électriques et de pompes à chaleur augmentent. Ça aussi déplace la demande. Mais on est dans une espèce de jeu de poker menteur où les exportateurs de pétrole et de gaz ou les compagnies productrices prétextent la demande pour ne rien changer.

Ce message passe-t-il auprès du public ?

Le message qui passe le mieux, c’est le prix.

Mais beaucoup de mesures politiques consistent à essayer de réduire ce prix justement via des remises à la pompe, des baisses fiscales, le tarif social… Et beaucoup de partis capitalisent sur le maintien du statu quo.

Le contexte actuel d’inflation crée un boulevard à ceux qui vont dire : « Comptez sur moi pour vous aider à garder plus longtemps votre voiture diesel ou votre chauffage au gaz », c’est clair. Ce qui me frappe, c’est que les partis politiques qui mettent l’accent sur la souveraineté sont assez peu pointilleux sur notre dépendance très forte à l’égard de l’approvisionnement en charbon, pétrole et gaz – et notamment à l’égard de pays qui n’ont pas du tout les mêmes valeurs que nous. Alors qu’une transition énergétique permettrait de s’en dégager.

La vraie difficulté, c’est d’arriver à créer les conditions d’une transition juste et perçue comme juste. Et, à l’échelle d’un Etat, pour aligner l’ensemble des politiques publiques, notamment les actions pour aider les plus précaires, pour l’alimentation, le logement, l’énergie, tout en construisant une sortie des énergies fossiles. Cet angle de transition juste est critique.

Y a-t-il une difficulté à remettre en cause la manière dont on vit ?

En fait, je pense que la plupart des gens, n’agiront pas « pour le climat », jamais. L’argument moral, ça marche peut-être pour une poignée de climatologues. Mais la plupart des gens se demandent comment faire pour vivre mieux en faisant le meilleur retour sur investissement. Cela étant, alors qu’il y a quelques années les messages sur la sobriété ne passaient pas du tout, la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine et l’inflation ont débouché sur des économies importantes sur la consommation d’électricité et de gaz. C’est intéressant parce qu’au regard des investissements qui auraient été nécessaires pour répondre à une telle demande, jouer sur des demandes évitées, c’est un

gain pour l'individu. On assiste aussi au renouveau de la culture de la seconde main. Il est possible de communiquer sur ces aspects-là. Ça n'aurait pas été le cas il y a quelques années.

Mais c'est une petite partie de la réponse. Dans le grand public il reste encore beaucoup de confusions. La désinformation sur le climat circule très largement. Elle ne consiste plus à nier la réalité du réchauffement ou son origine humaine, mais plutôt de brouiller la compréhension et de saper la crédibilité de chaque levier d'action. Ce sont toutes les polémiques et controverses sur tout ce qui est bas carbone : le nucléaire, les éoliennes, les panneaux photovoltaïques, les véhicules électriques.

Certains rappellent que ce sont les plus riches qui pèsent le plus. Et disent qu'il faut commencer par là, soit en taxant, soit en interdisant…

Selon les chiffres des rapports du Giec, 10 % de la population mondiale – les plus riches – émettent 45 % des émissions. Un autre 40 % des émissions, ce sont les classes moyennes. Puis la moitié de la population mondiale, c'est 15 % des émissions, c'est là où il y a le manque d'accès à des services de base, toute l'injustice climatique dans des contextes très vulnérables.

Où agir ?

Si on ne joue pas à la fois sur les 10 % et sur les classes moyennes, ça ne marchera pas. Il faut les deux. Le fait de toujours pointer du doigt ceux qui émettent plus, que ce soit les Emiratis ou les Américains ou les plus riches, c'est aussi une manière de ne pas voir la responsabilité partagée qu'on a. C'est aussi une manière de justifier l'inaction d'aller toujours chercher quelqu'un de pire pour se justifier de ne rien changer. Par l'effet de consommation de masse, des choix qui sont faits au niveau des classes moyennes dans les pays développés pèsent très fortement.

Vous excusez les riches qui ont des comportements incompatibles avec les objectifs climatiques ?

Pas du tout. Ils ont leur effet direct par leur consommation, souvent les voyages d'ailleurs, la surface des logements ou le nombre de logements, et aussi par leur capacité et leurs choix d'investissement. C'est là que l'effet est le plus important. Mais aussi par l'image de la surconsommation qu'ils véhiculent créant une immense incompréhension des gens lambda qui travaillent, qui galèrent pour payer leurs factures et chez qui en permanence on crée une frustration par rapport à des styles de vie créant forcément une aspiration à une consommation ostentatoire.

Vous sentez les politiques capables de changer d'échelle ?

Il y a une montée en compétences d'une partie de la population, des cabinets ministériels et des administrations qui comprennent de mieux en mieux les enjeux et les difficultés.

Les décideurs reflètent la société dans sa diversité, mais avec un biais d'âge et de revenus plus élevés. C'est aussi un obstacle en soi car, pour les plus aisés, agir pour le climat veut aussi dire perdre des privilèges. C'est d'ailleurs une des questions que se posent les politiques : tout le monde comprend qu'il faut apporter des transformations de fond, mais quel capital politique peut-on y gagner ? Ceux qui votent le plus ne sont pas forcément ceux qui ont envie que ça bouge beaucoup.

Les électeurs n'ont pas envie que ça change ?

Une partie des électeurs ! Les jeunes militants ont vraiment envie que ça bouge sur ces sujets-là. Il y a un effet de génération.

Suffisant pour opérer une mutation ?

Des stratégies se mettent en place mais, aujourd'hui, l'adaptation est souvent réactive : on est touché par un phénomène extrême, on se rend compte qu'on n'était pas prêt, on se prépare au cas où cet événement se reproduirait. Mais ce n'est pas assez transformatif car on travaille à climat constant. On ne se prépare pas à l'inéluctable alors qu'on sait qu'un climat qui se réchauffe va provoquer de nouveaux records. Cette réflexion-là n'est pas encore aboutie alors qu'elle est primordiale pour changer d'échelle et pour nous protéger des conséquences les plus graves.

Mais ça demande encore plus d'investissements et des décisions encore plus difficiles à prendre…

Regardez les limites à l'assurabilité : l'exposition aux sécheresses, aux inondations, aux feux de forêts pousse certains assureurs à… arrêter d'assurer ! Ou les primes augmentent – ce qui pourrait pousser certains à ne plus s'assurer. C'est un énorme vecteur d'inégalités. Là aussi, on voit qu'on change d'échelle. La réflexion sur les conséquences d'un climat qui change va avoir un impact sur la prise de décision politique et économique. Prendre conscience du coût de l'adaptation, ça motive à réduire les émissions de gaz à effet de serre !

Ça motive suffisamment les politiques ?

La réponse n'est pas uniquement à l'échelle nationale. Par exemple, Paris a réalisé un exercice pour se préparer aux chaleurs extrêmes. C'est essentiel d'ancrer ce genre d'exercice dans un territoire. Souvent, c'est à ce niveau-là que ça fonctionne mieux. D'où l'importance d'une bonne articulation entre la commune, la région, le pays et même l'Europe.

L'adaptation, ce n'est pas un renoncement, c'est un indispensable complément à la décarbonation de nos sociétés. Dans les politiques publiques, ces deux thématiques sont souvent séparées. Mais à l'échelle locale, on a la possibilité plus facilement de les penser ensemble.

Pour revenir au niveau global, peut-on dire que des points de bascule ont été franchis ou sont sur le point de l'être ?

On sait que plus on *choque* le climat, plus on risque de franchir des points de bascule. Mais il reste des incertitudes sur la température globale exacte qui déclencherait le dépassement de tel ou tel point. Ce que l'on sait : pour chaque incrément de réchauffement, il y a un effet disproportionné sur les événements extrêmes les plus rares et les plus intenses. Et ça, c'est encore mal reflété dans les études économiques d'impact. Et il peut y avoir des effets majeurs dans certaines régions très exposées ou plus vulnérables sans pour autant avoir franchi un point de bascule.

Ça va plus vite et que c'est plus grave que ce qu'on avait prévu, disent certains. Vous partagez cet avis ?

Sur le réchauffement lui-même, pour l'instant non. L'évolution de la température fait partie des très faibles éventualités mais elle reste dans l'enveloppe des scénarios anticipés. Idem pour la montée du niveau de la mer : le rythme est vraiment élevé, on est dans la plage haute. Mais comme on ne se prépare jamais au pire, ça peut donner l'impression que tout se produit plus tôt. Par contre, concernant la gravité des impacts observés – l'état des forêts, les effets de pluies extrêmes… – ça se produit de manière beaucoup plus forte et beaucoup plus tôt que ce qui était anticipé.

En matière de climat, 2024, sera l'année de…

De se remonter les manches et d'agir… comme les années précédentes ! En 2024, on risque encore de battre un record de température mondiale. On peut donc s'attendre à une mauvaise année. Mon impression, c'est qu'on entre vraiment dans le dur des conséquences d'un réchauffement climatique qui s'aggravent…

Nous devons réagir et réduire, chacun, nos émissions. Ça doit partir des institutions mais aussi des gens. Mais ce qui me rend confiante, c'est que les solutions existent et offrent d'autres avantages. C'est une question de priorités et de réorientation. Ce qui manque, c'est le retour d'expérience dans la société, c'est de pouvoir montrer « voilà, ça, ça fonctionne, ce n'est pas hors de prix, c'est confortable ». Il faut créer une dynamique collective qui ne serait pas perçue comme une contrainte. Et créer un effet d'entraînement pour inciter chacun à être acteur de la transformation.

Les gens vont suivre ?

Une approche démocratique est essentielle. Les discours qui portent sur l'ordre et l'autorité fonctionnent quand les gens sont perdus. L'incertitude peut conduire à aller chercher des discours rassurants et réactionnaires. C'est pour ça que l'appropriation par les citoyens, via les espaces de délibération et de dialogue, est extrêmement importante dans la vie démocratique. Lorsqu'on permet à des citoyens de s'approprier ces enjeux, ils ont vraiment envie d'agir et de porter des transformations de fond.

Valérie Masson-Delmotte

Directrice de recherche au CEA (le Commissariat français à l'énergie atomique et aux énergies alternatives), au laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, paléoclimatologue, Valérie Masson-Delmotte a été pendant huit ans coprésidente d'un des groupes de travail du Giec. Très présente dans les médias, autrice de nombreux livres de vulgarisation, elle déroule avec un sens inné de la pédagogie les explications sur les phénomènes les plus complexes du climat. Observatrice très critique de la politique climatique internationale et de son pays, c'est une voix plus qu'écoutée chez nos voisins et dans le monde.

La géo-ingénierie : « Une manière de maintenir le statu quo »

Capter et stocker le carbone, atténuer le rayonnement solaire via des aérosols, booster artificiellement l'absorption du CO2… la recherche s'active. Mais la climatologue française Valérie Masson-Delmotte est sceptique.**Entretien** -

Par Michel De Muelenaere, Gil Durand

Temps de lecture: 1 min

Le dernier sommet sur le climat a beaucoup évoqué la capture du carbone. De plus en plus de recherches portent sur des techniques visant à atténuer le rayonnement solaire… Beaucoup de scientifiques mettent en garde.

À lire aussi Dans LéNA cette semaine: la géo-ingénierie enrayera-t-elle le changement climatique?

Vous croyez à ces solutions techniques pour « régler le climat », dont on parle plus que jamais ?

Dans le contexte français, le potentiel de capture et de stockage du carbone est très restreint. Il se limite à des sites industriels très précis, comme des cimenteries, qui seront très difficiles à décarboner. C'est un petit potentiel, mais on en aura besoin. Il faut que ça avance dans ce secteur, ça avance très lentement au niveau mondial.

Quant à l'élimination du CO2 atmosphérique, je suis très perplexe sur sa viabilité économique, sa faisabilité et l'échelle à laquelle elle peut être mise en œuvre, sachant que toutes ces méthodes demandent de l'énergie, de l'électricité bas carbone et de l'eau. Elles ne peuvent donc pas être déployées dans tous les contextes. Elles sont chères et peu efficaces. En ce qui concerne les approches « terrestres » – reforestation, etc. – on en comprend de mieux en mieux les limites, sur l'utilisation des terres, sur les droits fonciers, sur la sécurité alimentaire, l'impact sur les écosystèmes et la fragilité, notamment à la lumière des incendies graves récents.

C'est le cheval de Troie du secteur des énergies fossiles ?

Pour certains, maintenir la référence à l'objectif de 1,5°C c'est aussi éventuellement donner de la place pour le déploiement de technologies commerciales pour enlever du CO2 et le stocker de manière durable. C'est le travail des compagnies pétrolières et gazières : transporter du liquide, du gaz, l'enlever, le mettre dans des réservoirs… Est-ce que ce n'est pas aussi perçu comme quelque chose à terme qui peut être un nouveau modèle d'affaires ?

La géo-ingénierie, inévitable ?

Ce dont on parle, ce n'est pas d'agir sur la cause des émissions de gaz à effet de serre, mais d'essayer de masquer les symptômes, par exemple, en manipulant le rayonnement solaire. Il y a un potentiel purement technique dans ces modèles, notamment en injectant des aérosols soufrés qui pourraient contrebalancer une partie de l'effet réchauffant des gaz à effet de serre au niveau planétaire. Mais jamais de manière parfaite : si on le fait avec mesure, on n'en verra les effets qu'au bout d'une vingtaine d'années et on devra le faire pendant un siècle… Avec, par ailleurs, une incertitude assez grande sur la réponse du climat : les pluies de moussons, la récupération de la couche d'ozone, la photosynthèse, etc.

Au-delà de la seule recherche académique, les questions les plus importantes sont celles de gouvernance et d'éthique. Selon ce que vous cherchez à optimiser, cela peut bénéficier à certaines activités mais avoir des effets négatifs sur d'autres. Quels mécanismes de recours pour les pertes et dommages dans ces cas-là ? On voit bien qu'on n'est pas capable de le faire décemment pour les conséquences des émissions de gaz à effet de serre, déjà aujourd'hui. Alors quel poids auront les voix des pays victimes de ce genre de technologie, surtout s'il s'agit de petits producteurs africains ou d'habitants de petites îles, ou de l'Arctique ? Le risque d'aggravation des inégalités est monumental…

Même avec des techniques de renvoi du rayonnement solaire depuis l'espace ?

Ce sont des techniques peu étudiées. Mais, outre la question de faisabilité, se reposent immédiatement les mêmes problématiques de gouvernance : qui déploie, qui bénéficie, quels mécanismes en cas d'effets indésirables ?… On n'a pas d'encadrement juridique.